

Procès-verbal de séance du 04 décembre 2023, 18h30

L'an deux mil vingt-trois,
le 04 décembre à 18h30,

Le Conseil Municipal de la Commune de Sainte-Marthe s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Bernard MASSIAS, Maire,

Date de convocation du Conseil Municipal : 28 novembre 2023

Date d'affichage de la réunion du Conseil Municipal : 28 novembre 2023

Ordre du jour :

- Sécurisation carrefour D289-VC6,
- Terrain de sport,
- Organisation du temps scolaire,
- Mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle,
- Renouvellement d'un emploi permanent d'agent de cantine et d'entretien à temps non complet,
- Augmentation du temps de travail d'un agent technique à temps non complet,
- Divers

Présent.e.s à l'ouverture de la séance : Bernard MASSIAS, Denis LAMOUREUX, Marie-Claire CASTETS, Gérard BOUSQUET, Nicolas DUBOT, David MOAL, Damien BAQUE, Jonathan BEAUPUY, Sandrine MARTINEAU, Magaly RINGEVAL, Dominique LABARDIN, Céline BENTALIA,

Excusé.e.s : Olivier ORMIERES (arrivé à 18h50), Laëtitia REY, Claude LABBE (donne pouvoir à Bernard MASSIAS),

Absent.e.s :

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents à l'ouverture : 12

Nombre de membres absents, excusés à l'ouverture : 03

Nombre de pouvoirs : 01

Secrétaire de séance : Jonathan BEAUPUY

Monsieur le Maire rappelle que les élus ont reçu le procès-verbal de la séance du 16 octobre 2023. Il est adopté à l'unanimité.

Avant de débiter la séance, Monsieur le Maire demande si tous les élus ont reçu le mail de leur collègue qui souhaite mettre ses activités en sommeil jusqu'à la fin de l'année. Pas de commentaires.

- **Délibération n°029/2023**

SECURISATION CARREFOUR D289-VC6

Lors du dernier Conseil Municipal, le 16 octobre 2023, l'assemblée avait validé la proposition de la société Eurovia pour la réalisation de 2 ralentisseurs situés de part et d'autre du carrefour D289-VC6.

La présentation de ce projet au service des routes du Conseil Départemental, même si un début d'accord oral avait été prononcé par téléphone, a fait l'objet d'un refus pour cause de dangerosité, notamment pour les motos.

Ils préconisent des feux tricolores, mais dont l'investissement est plus important, et qui nécessitent des frais de maintenance annuels.

Après discussion sur place, le projet se réoriente vers une plateforme unique englobant tout le carrefour.

L'estimation de la Société Eurovia doit être remise à jour, et le service des routes du Département s'engage à nous aider dans l'obtention des subventions.

Monsieur le Maire présente le nouveau devis pour la réalisation d'une plateforme qui s'élève à 53.937,95€ HT (64.725,54€ TTC), et le plan de financement envisagé :

FACIL (opération de sécurité)	50%	26.968,98€
Amendes de police	14,83%	8.000,00€
Autofinancement HT	35,17%	18.968,97€
	TOTAL HT	53.937,95€
Autofinancement TTC		29.756,56€
	TOTAL TTC	64.725,54€

Après la présentation du Maire, les élus demandent quelles seraient les conséquences si la commune ne suivait pas les préconisations du Conseil Départemental : nous ne pourrions pas prétendre aux aides. Est-ce que la différence de tarif avec les feux est si importante ? Sur le prix de base, oui, légèrement, mais on s'engage avec une maintenance, donc des frais supplémentaires annuels. Certains commentaires indiquent que selon les feux, le ralentissement provoqué par une plateforme est plus efficace.

Rappel sur la façon dont la commune en est arrivée au projet de 2 ralentisseurs : la société Eurovia avait, à la demande du Maire, émis un devis pour une solution efficace et surtout moins chère. C'est à la consultation de ce projet que le Conseil Départemental a refusé la validation vis-à-vis de l'accidentologie. Finalement, le coût de revient pour la commune sera d'approximativement 30.000€ si toutes les aides sont accordées, mais est-il possible d'avoir un autre devis ? Monsieur le Maire espère pouvoir faire baisser un peu celui-là, mais les tarifs accordés sont ceux négociés auprès du Conseil Départemental avec qui Eurovia travaille déjà.

Monsieur le Maire soumet donc à l'assemblée le nouveau projet présenté ci-dessus, et,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 13 voix « pour »,

PREND NOTE que sa décision du 16/10/2023 est caduque,

VALIDE le projet de création, pour raisons de sécurité, d'une plateforme englobant la totalité du carrefour de la D289 et de la VC6,

VALIDE le montant prévisionnel des travaux,

VALIDE le plan de financement tel que présenté ci-dessus,

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer les dossiers de demandes de subvention, à signer les devis et à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de cette décision.

Monsieur le Maire tient à préciser, que le problème de sécurité à la sortie du chemin de la croix n'est pas oublié, mais repoussé d'une année supplémentaire, car le budget du ralentisseur ne permet plus de réaliser les 2 opérations. Après ce premier projet D289-VC6, un dossier de demandes d'aides FACIL et amendes de police sera à nouveau déposé, pour une autre plateforme à la sortie du chemin de la croix, car la solution des chicanes imposant une voie douce pour les piétons et vélos, le simple busage des fossés ne laisserait pas assez de place. Et le Conseil Départemental, actuellement en procès contre des professionnels, fait très attention à la création de nouvelles zones de ralentissement (même si certaines sont déjà installées notamment sur la D258 à Nérac). Le problème est qu'aujourd'hui, toute l'installation est détruite.

- **Délibération n°030/2023**

TERRAIN DE SPORT

Lors de sa réunion du 16 octobre dernier, l'assemblée avait étudié les trois projets présentés par les sociétés Agorespace, SAE Tennis d'Aquitaine, et ESBTP. Le projet de Agorespace avait retenu particulièrement l'attention compte tenu de l'attractivité de la piste de course, attendu par les enfants de l'école qui n'ont pas de terrain adéquat pour s'entraîner.

Le 06 novembre, Monsieur le Maire a rencontré notre Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL), lui a exposé notre projet et lui a demandé des précisions sur les nouveaux seuils de marchés publics. Actuellement, en dessous d'un montant HT de 100.000€, les marchés publics de travaux sont dispensés de publicité et de mise en concurrence préalable, mais dans un souci de transparence et d'équité, le CDL a conseillé de solliciter à nouveau ces 3 sociétés avec un cahier des charges plus précis concernant ce que la commune souhaite, afin que les devis reposent sur les mêmes prestations.

En fonction des remarques émises lors de la dernière séance, le projet est estimé à 92.646,00€ HT, soit 111.175,20€ TTC, et le plan de financement pourrait s'organiser de la façon suivante :

Aides nationales	60%	55.587,60€
DETR	30%	27.793,80€
Autofinancement HT	10%	9.264,60€
	TOTAL HT	92.646,00€
Autofinancement TTC		27.793,80€
	TOTAL TTC	111.175,20€

Le choix de la Société prestataire fera l'objet d'une décision ultérieure.

Monsieur le Maire précise que son choix d'appeler le projet « terrain de sport » plutôt que « city stade » est motivé par le fait que cette installation revêt d'abord un caractère scolaire car les enfants de l'école n'ont pas de terrain sécurisé pour pratiquer les activités sportives au programme. Ainsi, il s'agit d'un projet moins restrictif dans l'appellation, ce qui permettra d'élargir la possibilité des subventions.

Arrivée de Monsieur Olivier ORMIERES qui pourra prendre part aux délibérations.

La commune aura-t-elle droit à toutes ces aides ? Ce tableau n'est qu'un plan de financement nécessaire aux dossiers de demandes d'aides. Rien n'est garanti.

Monsieur le Maire fait un aparté sur la société Agorespace qui avait séduit les élus lors de la précédente réunion. Malheureusement, elle ne s'occupe pas du terrassement, et les 3 devis demandés font augmenter considérablement le prix global, contrairement aux 2 autres chez qui tout est prévu.

Monsieur le Maire précise qu'il demandera une aide au département, qui devrait être moindre et l'assemblée demande que la communauté de communes soit sollicitée, et précise que s'il ne reste qu'environ 20.000€ à la charge de la commune, cela sera une très belle opportunité.

Monsieur le Maire propose donc que ce nouvel équipement qui permettrait d'enrichir l'offre d'activités intergénérationnelles proposées sur la commune afin de promouvoir les bienfaits des pratiques physiques et sportives sur la santé, dont la campagne est accentuée par l'organisation des JO 2024 en France, soit financé selon le plan ci-dessous :

Aides nationales	48,524%	44.955,30€
DETR	25%	23.161,50€
CCCLG	10%	9.264,60€
FACIL équipements locaux 100% communal	6,476%	6.000,00€
Autofinancement HT	10%	9.264,60€
	TOTAL HT	92.646,00€
Autofinancement TTC		27.793,80€
	TOTAL TTC	111.175,20€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 14 voix « pour »,

VALIDE la création d'un terrain de sports multi-activités intergénérationnel pour un montant de 92.646,00€ HT (111.175,20€ TTC),

VALIDE le montant prévisionnel des travaux,

VALIDE le plan de financement tel que présenté ci-dessus,

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer les dossiers de demandes de subvention, à signer les devis et à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de cette décision.

- **Délibération n°031/2023**

ORGANISATION DU TEMPS SCOLAIRE

Depuis la fin obligatoire des TAP, la commune a remis en place la semaine des 4 jours, mais cela reste un régime dérogatoire sur lequel il faut délibérer tous les 3 ans.

Dans le cadre du décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, un aménagement du temps scolaire est actuellement mis en œuvre dans le RPI Caumont / Sainte-Marthe.

Conformément à l'article D521-12 du Code de l'Education, cette décision valable 3 ans, arrive à échéance.

La commune a donc été saisie par l'Académie de Bordeaux afin de se positionner sur le prolongement de cette dérogation.

Le temps scolaire est organisé aujourd'hui comme suit :

Lundi, mardi, jeudi, vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

Monsieur le Maire propose de continuer cette organisation, tout comme Monsieur le Maire de Caumont-sur-Garonne qui a soumis cette proposition à son Conseil Municipal. Les transports scolaires ont approuvé cette organisation déjà prise en compte dans leur architecture, et le conseil d'école du 07 novembre 2023 a approuvé à l'unanimité la semaine des 4 jours.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 14 voix « pour »,

APPROUVE le plan du temps scolaire proposé, en continuant de bénéficier de la dérogation et donc de l'organisation actuelle, soit :

Lundi, mardi, jeudi, vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

- **Délibération n°032/2023**

MISE EN PLACE DE LA PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE

Parmi les mesures de revalorisations salariales annoncées par le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, figurait le versement d'une prime exceptionnelle visant à améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires et contractuels.

Un premier décret du 31 juillet 2023 a organisé le versement de cette prime dans la Fonction Publique d'Etat et dans la Fonction Publique Hospitalière.

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 est venu transposer cette mesure dans la Fonction Publique Territoriale et préciser les conditions et modalités de versement de cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire.

Le barème applicable en fonction de la rémunération brute perçue au titre de la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 est identique à celui applicable aux agents publics de la FPE et FPH, à la seule différence que les montants de la prime constituent des montants plafonds que l'organe délibérant ne peut dépasser :

Le versement de cette prime doit intervenir, au plus tard, le 30 juin 2024.

Compte-tenu du principe de libre administration des collectivités territoriales notamment, la mise en place de cette prime est facultative et nécessite la prise d'une délibération, après avis du Comité Social Territorial compétent saisi pour sa commission du 28 octobre 2023. Même si la réponse n'est pas encore arrivée, un mail du CDG a précisé que l'ensemble des dossiers présentés ont recueilli un avis favorable unanime.

L'assemblée est étonnée que cette prime soit instaurée alors que les décideurs ne sont pas les payeurs. C'est pourquoi elle est facultative et que certaines communes font le choix de n'en verser que la moitié. Des questions sont posées sur le montant qui sera versé et qui est concerné : Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'une somme d'environ 2.500€ qui sera versée en 2 fois, aux 5 agents car ils sont tous concernés et que la commune peut le faire. Le premier acompte ne sera pas versé en décembre car les logiciels ne sont pas prêts. C'est dommage mais les agents ont une autre prime en décembre. Concernant les charges, nous ne savons pas encore comment cela va se passer.

En conclusion, le Maire rappelle au Conseil Municipal que le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 permet aux organes délibérants d'une collectivité territoriale ou de ses établissements publics administratifs d'instituer pour certains agents publics une « *prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire* ».

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'institution et les montants de cette prime.

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 28 octobre 2023,

BÉNÉFICIAIRES

Bénéficieront de cette prime, les agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) et les assistants maternels et assistants familiaux mentionnés à l'article L. 422-6 du Code de l'action sociale et des familles qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sont exclus du bénéfice de la prime :

- Les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur ;
- Les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation.

MONTANT

Le montant forfaitaire de la prime est déterminé comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant brut maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	700€
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	650€
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600€
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500€
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400€
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350€
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300€

La rémunération brute perçue pendant la période de référence sera déterminée dans les conditions prévues aux articles 3 et 6 du décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023.

MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL ET LA DURÉE D'EMPLOIE

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail (temps non complet et temps partiel) et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

La prime sera versée aux agents employés et rémunérés par la collectivité au 30 juin 2023 qui remplissent les conditions ci-dessus mentionnées.

L'attribution individuelle fera l'objet d'un arrêté individuel du Maire.

VERSEMENT ET CUMULS

La prime sera versée en 2 fractions avant le 30 juin 2024.

La prime est cumulable avec toutes les primes ou indemnités perçues par l'agent.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 14 voix « pour »,

CONSIDÉRANT le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

ADOpte le principe et les montants de la « *prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire* » tels qu'exposés,

PRECISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

- **Délibération n°033/2023**

RENOUVELLEMENT D'UN EMPLOI PERMANENT D'AGENT DE CANTINE ET D'ENTRETIEN A TEMPS NON COMPLET

Monsieur le Maire indique que le contrat de l'agent de cantine et d'entretien arrive à son échéance le 31 mars 2024.

Compte tenu du délai de la publication de la déclaration de vacance d'emploi qui doit paraître 2 mois, les démarches devront être faites en Janvier.

Les élus sont surpris que le renouvellement d'un contrat fasse l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi, et Monsieur le Maire précise que le système de l'emploi dans la fonction publique est très compliqué. De toute façon, cet emploi doit être renouvelé.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général de la fonction publique notamment l'article L.332-8 3°,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;

Considérant que la commune employeur compte moins de 1 000 habitants tel qu'en atteste le dernier recensement,

Considérant le rapport de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 14 voix « pour »,

DECIDE le renouvellement à compter du 01/04/2024 au tableau des effectifs d'un emploi permanent de Agent de cantine et d'entretien à temps non complet, pour 27,28 heures hebdomadaires annualisées en référence à la nomenclature statutaire du cadre d'emplois des

Agents techniques, dans le grade de Agent technique, de la catégorie C ;

PRECISE que cet emploi pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire, ou le cas échéant, par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée de 12 mois dans les conditions de l'article L.332-8 3° Code général de la fonction publique,

PRECISE que la rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement ;

PRECISE que Monsieur le Maire est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement.

DIT que les crédits correspondants seront prévus au budget ;

- **Délibération n°034/2023**

AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN AGENT TECHNIQUE A TEMPS NON COMPLET

Monsieur le Maire indique que l'agent technique en charge de l'entretien des bâtiments et des espaces verts, intervient également sur la surveillance des services à la cantine à partir de 12h30, en partenariat avec l'agent d'animation.

Pour des raisons d'organisation, il devient difficile à notre agent de cantine de ne pas avoir d'aide pendant le 1^{er} service.

Monsieur le Maire propose d'augmenter de 30mn journalières, soit 2h hebdomadaires, le temps de travail de l'agent technique qui est aujourd'hui de 20 heures /semaine, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, de 12h à 12h30.

En dehors des périodes scolaires ce temps sera utilisé à ses tâches permanentes, ce dont elle a besoin car la charge de travail augmente régulièrement.

Au niveau du budget, cette augmentation d'heures ne représente pas une charge supplémentaire trop importante.

Cette modification n'est pas assimilée à une suppression d'emploi car elle :

- Ne modifie pas au-delà de 10% la durée initiale de l'emploi

Et

- N'a pas pour conséquence la perte de l'affiliation du fonctionnaire concerné à la CNRACL (seuil d'affiliation 28 h par semaine)

Le Maire propose à l'assemblée de modifier la durée hebdomadaire de l'emploi en question à compter du 1^{er} janvier 2024 de la façon suivante :

- ancienne durée hebdomadaire : 20 heures (lundis, mardis, jeudis vendredis de 12h30 à 17h30)

- nouvelle durée hebdomadaire : 22 heures (lundis, mardis, jeudis vendredis de 12h00 à 17h30)

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, à l'unanimité, par 14 voix « pour »,

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L542-1 à L.542-5,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

Vu le tableau des emplois,

DECIDE

- d'adopter la proposition du Maire

- de modifier ainsi le tableau des emplois,

- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

- **DIVERS**

- ORGANISATION DE LA CEREMONIE DES VOEUX :

Monsieur le Maire rappelle que la date des vœux du conseil municipal aux habitants a été fixée au samedi 13 janvier 2024. Reste à en fixer l'heure : ce sera 17h30, et rendez-vous à 16h30 à la salle pour la préparation.

Le buffet du traiteur de l'an dernier était très bien. Oui, mais apparemment elle a réduit son activité. Il faut la contacter pour savoir si cela est possible ou s'il faut se tourner vers quelqu'un d'autre.

La seconde solution serait de choisir Ajas traiteur suivant ses disponibilités et ses propositions.

Il faut donc voir rapidement pour le choix du traiteur, la location de vaisselle (ou prêt par le traiteur, dans ce cas comment elle est récupérée car on ne prend pas de serveurs), nappes, serviettes, verres, boissons (vin blanc, rouge, rosé, pétillant, coca, orange, eau,...). Une réunion de bureau sera fixée début janvier pour les derniers préparatifs.

En ce qui concerne le repas qui suivra, le Maire et les adjoints prennent personnellement les frais à leur charge. Les conseillers sont chargés de porter un dessert et d'amener leurs couverts. Monsieur le Maire demande de confirmer le nombre de présences assez rapidement.

- CONSEIL ECOLE :

Compte-rendu : Actuellement il y a 3 classes à Sainte-Marthe, avec 4 niveaux, pour environ 70 élèves, dont encore 1 nouveau qui est arrivé aujourd'hui suite au déménagement de ses parents sur Caumont.

Il y a beaucoup de projets, de sorties, en lien avec le collège, par projets individuels ou par rapprochements entre classe. Certains élus sont étonnés du nombre de sorties, est-ce que cela n'est pas trop pour les enfants qui doivent gérer beaucoup d'activités et de thèmes différents ?

Le problème du budget des transports est résolu puisque la commune verse simplement une subvention annuelle à la coopérative qui gère comme elle le souhaite.

Concernant le projet de voyage à paris, il ne doit rien coûter à l'école, c'est la condition.

Pas de questions soulevées sur la sécurité, mis à part une alarme qui n'avait pas fonctionné lors d'un exercice.

- DEVIS :

Nous avons demandé un devis à un artisan de la commune pour refaire une partie du parquet du secrétariat car il est complètement abîmé. La dépense de fonctionnement de 2400€ sera inscrite au budget 2024.

- CCCLG :

L'installation de la société internationale de lamellé collé est toujours d'actualité.

Projet d'implantation d'une société d'assemblage de produits médicaux dans la zone de Bouglon.

Conférence des Maires : il doit y en avoir au moins 1 par an. Lors de la dernière, il a été largement question du PLUi. Les élus communautaires souhaitent que l'arrêté préfectoral soit signé pour fin 2025. Actuellement les travaux vont à contre sens de la loi car le décret ZAN n'a pas encore été signé.

- BULLETIN MUNICIPAL :

Il est bien avancé et Monsieur le Maire remercie la commission communication. Il reste à voir des points de finition comme les photos.

- DIVERS :

Interventions des élus :

- Il y a des nids de poule sur le chemin de la croix. La communauté sera prévenue.
- Il y a de très fréquentes coupures de courants, et les appareils ménagers en souffrent. Mercredi se tient une réunion avec TE47, le sujet sera abordé.
- Les tarifs d'eau 47 évoluent. De 7 tarifs en 2023 sur le territoire, cela passera à 2 en 2024, et à 1 en 2025. En 2024, il y aura une augmentation de 6,56€ pour 84m3 d'eau, et de 29,26€ pour un assainissement collectif. Les tarifs seront également réévalués pour 2025.
- Cantine : la dernière commission de décembre a eu lieu à un horaire qui n'était pas propice aux membres mais il y avait une urgence pour les repas de décembre. Dorénavant, la cantinière proposera des repas qui seront examinés par la commission. Elle est ainsi plus à même d'adapter en fonction des goûts des enfants. Bonne idée, mais il ne faut pas tomber dans l'excès inverse et ne proposer que des plats selon leurs préférences.

Avant les vacances, il y aura des petits menus améliorés (burgers pour Noël), et si la préparation demande trop de temps, il faudra de l'aide à la cantine. Il est précisé que les menus de Noël ont toujours existé.
Enfin, décoration de la cantine suivant les occasions.

Monsieur le Maire remercie l'assemblée et lève la séance à 20h05.

Le secrétaire, Jonathan BEAUPUY

Le Maire, Bernard MASSIAS